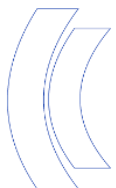




Situation économique française : situation et perspectives

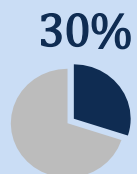
Banque de France des Yvelines





INFLATION AU NIVEAU EUROPÉEN PAR PAYS (ZONE EURO : 2,5% - FRANCE : 1,8%)

Composantes du panier de consommation



Prix de l'énergie (10%)

Prix de l'alimentation (20%)

Plus visibles, mais plus temporaires

70%



Prix des biens manufacturés (24%)

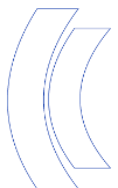
Prix des services (46%)

Risque de persistance

	Taux annuel						
	Jan 24	Août 24	Sep 24	Oct 24	Nov 24	Déc 24	Jan 25
Belgique	1,5	4,3	4,3	4,5	4,8	4,4	4,4e
Allemagne	3,1	2,0	1,8	2,4	2,4	2,8	2,8e
Estonie	5,0	3,4	3,2	4,5	3,8	4,1	2,8e
Irlande	2,7	1,1	0,0	0,1	0,5	1,0	1,5e
Grèce	3,2	3,2	3,1	3,1	3,0	2,9	3,1e
Espagne	3,5	2,4	1,7	1,8	2,4	2,8	2,9e
France	3,4	2,2	1,4	1,6	1,7	1,8	1,8e
Croatie	4,8	3,0	3,1	3,6	4,0	4,5	5,0e
Italie	0,9	1,2	0,7	1,0	1,5	1,4	1,7e
Chypre	2,1	2,2	1,6	1,6	2,2	3,1	3,0e
Lettonie	1,1	0,9	1,6	2,1	2,3	3,4	3,0e
Lituanie	1,1	0,8	0,4	0,1	1,1	1,9	3,4e
Luxembourg	3,0	1,7	0,8	0,9	1,1	1,6	2,4e

L'inflation (et le pouvoir d'achat) est la première préoccupation aujourd'hui de nos concitoyens et des entreprises. Une inflation autour de 2% à moyen terme est aussi :

- notre mandat
- notre engagement ferme

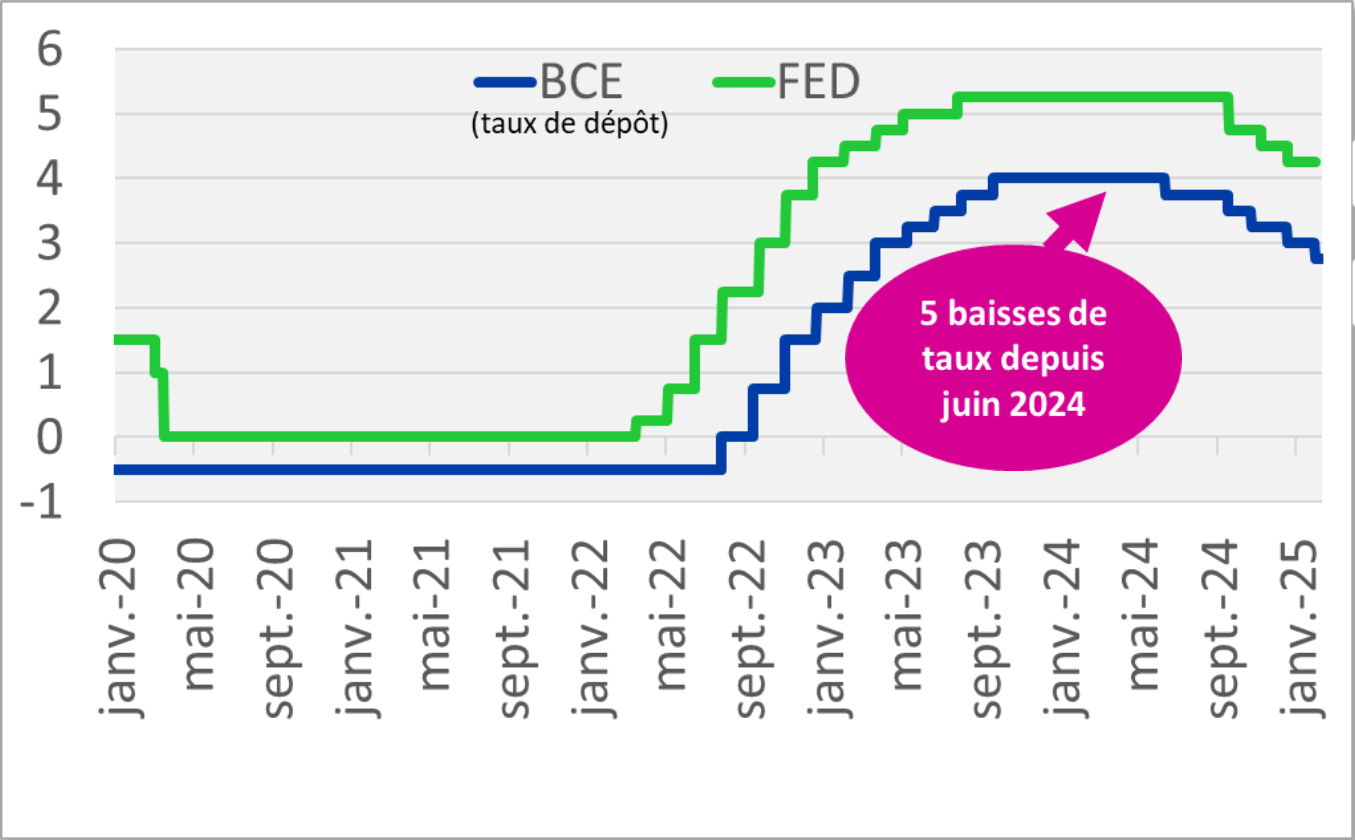
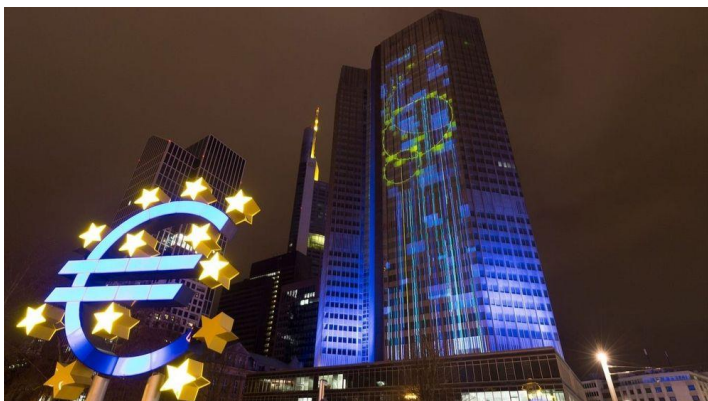


COMPOSANTE DE L'INFLATION SUR LA ZONE EURO – PILOTAGE VIA L'INFLATION SOUS-JACENTE

	Taux annuel						
	janv-24	août-24	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25
Ensemble de l'IPCH	2,8	2,2	1,7	2	2,2	2,4	2,5
Ensemble hors :							
Energie	3,8	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,6
Energie, aliments non transformés	3,6	2,8	2,7	2,7	2,7	2,8	2,7
Energie, alimentation, alcool & tabac	3,3	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Alimentation, alcool & tabac :	5,6	2,3	2,4	2,9	2,7	2,6	2,3
Energie	-6,1	-3	-6,1	-4,6	-2	0,1	1,8
Bien industriels hors énergie	2	0,4	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5
Services	4	4,1	3,9	4	3,9	4	3,9



RETOUR SUR LES DECISIONS DE LA BCE



4,25 %

2,75 % au 30 janvier 2025

Sources : BCE et Fed

Note: depuis décembre 2018, la FED fixe son taux directeur dans une plage de 0.25%. Sur le graphique, il est affiché la valeur mini de cette plage.

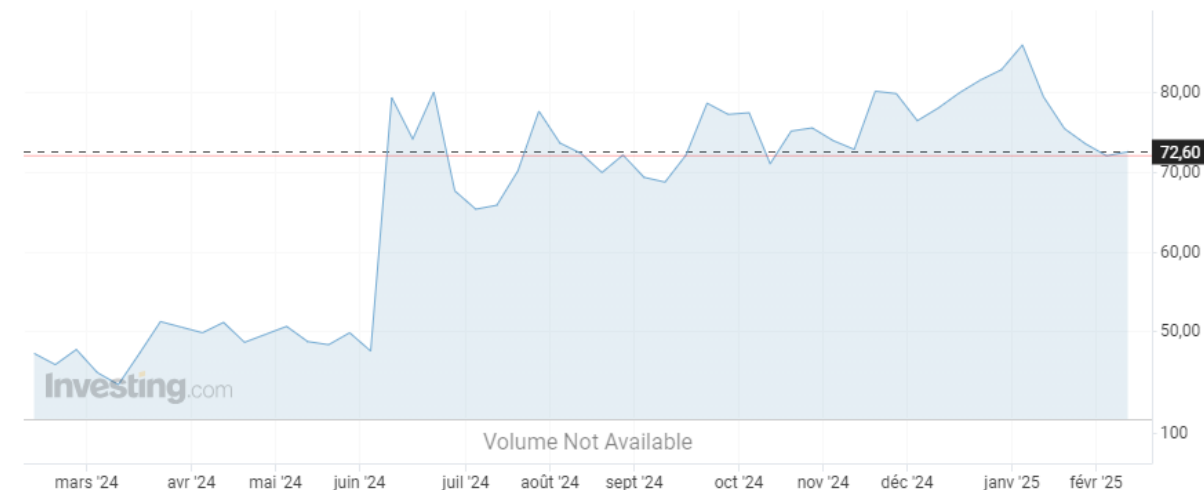
A 3,16 % LE TAUX DE L'OAT RESTE AU-DESSUS DE SON POINT BAS

France 10 ans ▲ 3,165 +0,008 (+0,25%)



1 jour 1 semaine 1 mois 3 mois 6 mois 1 an 5 ans Max

France 10 Year vs Germany 10 Year Spread ▲ 72,6 +0,5 (+0,69%)



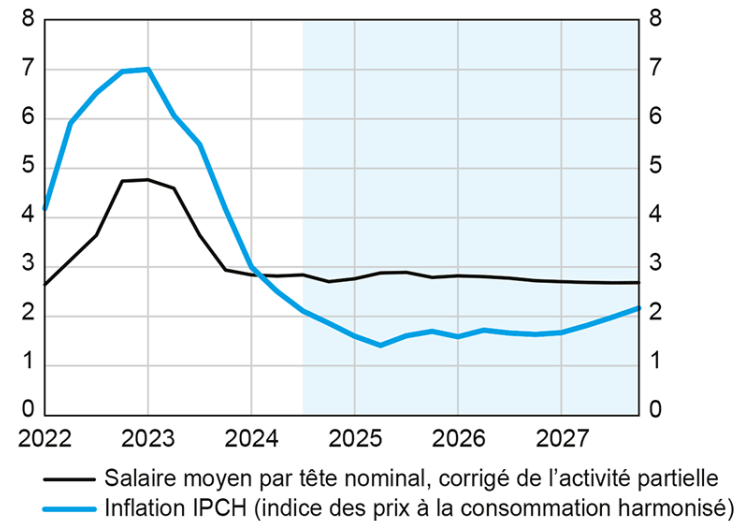
PROJECTIONS BDF DECEMBRE 2024 POUR LA FRANCE CONCERNANT L'INFLATION

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

	2023	2024	2025	2026	2027
IPCH	5,7	2,4	1,6	1,7	1,9
IPCH hors énergie et alimentation	4,0	2,4	2,2	1,9	1,8

Graphique 5 : Croissance du salaire moyen par tête dans le secteur marchand et inflation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



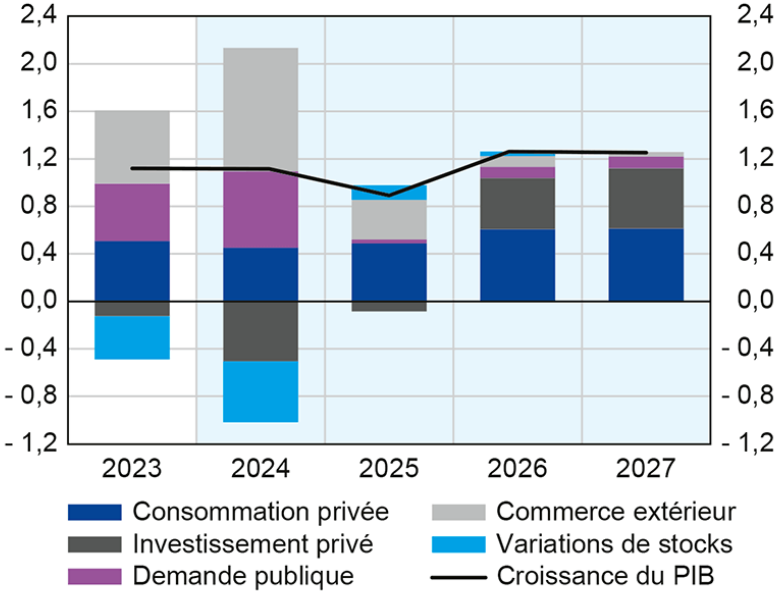
Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2024 pour le salaire moyen par tête, projections Banque de France sur fond bleuté.

LA CROISSANCE DEVRAIT RESTER POSITIVE EN 2025 MAIS DIMINUERAIT UN PEU PAR RAPPORT à 2024

	2023	2024	2025	2026	2027
PIB réel	1,1	1,1	0,9	1,3	1,3

Graphique 2 : Contributions à la croissance du PIB réel

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)

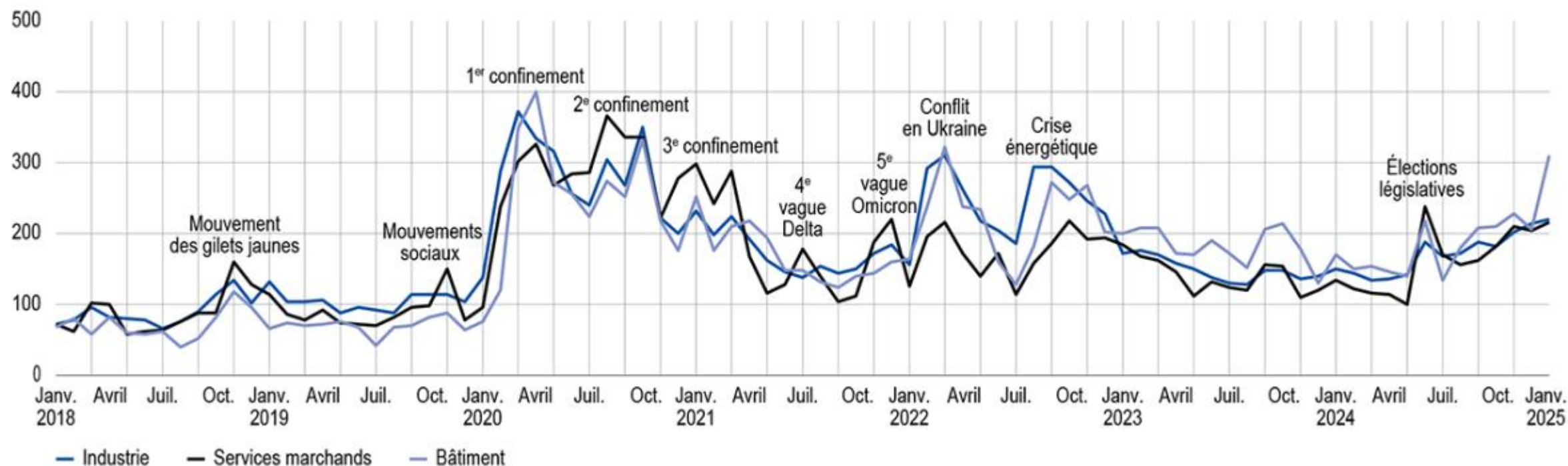


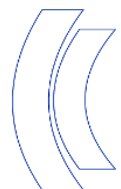
Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.



INDICATEUR D'INCERTITUDE – ENQUÊTE DE CONJONCTURE

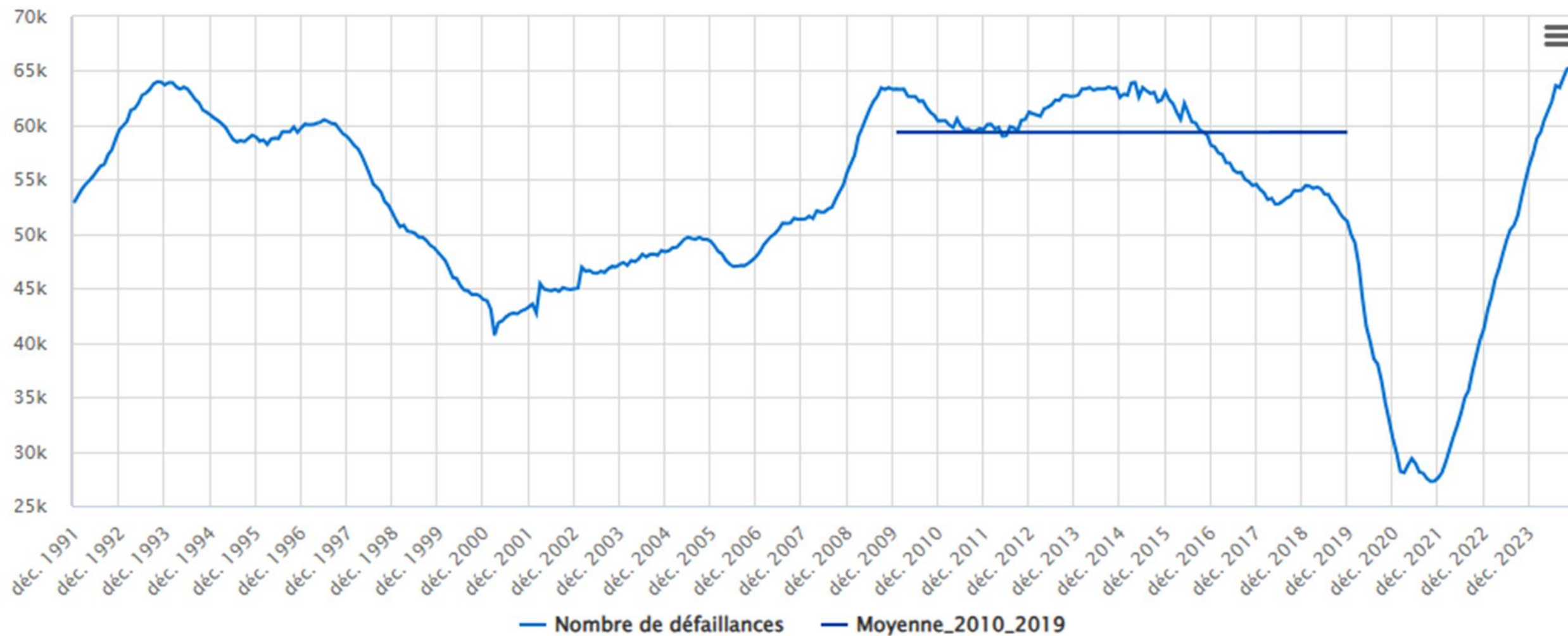
Notre indicateur mensuel d'incertitude, construit à partir d'une analyse textuelle des commentaires des entreprises interrogées, évolue peu par rapport à juillet pour l'industrie et les services marchands. Il remonte dans le bâtiment, notamment dans le gros œuvre, où les chefs d'entreprise mentionnent principalement le contexte politique comme facteur d'incertitude (décisions d'investissement reportées, inquiétudes sur les marchés publics).

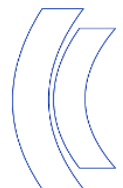




DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU PLAN NATIONAL

CUMUL SUR 12 MOIS DEPUIS DÉCEMBRE 1991– AU 31 DÉCEMBRE 2024

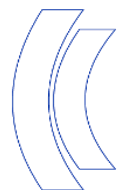




DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU PLAN NATIONAL PAR SECTEUR

CUMUL SUR 12 MOIS NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2024 VS NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2023 ET MOYENNE 2010-2019

	Cumul 12 derniers mois (a) (données brutes)							
	Moy. 2010-2019	Nov. 24	Nov. 24/Nov. 23	Nov. 24/2010-2019	Déc. 23	Déc. 24 prov.	Déc. 24/Déc. 23	Déc. 24/2010-2019
Secteur d'activité								
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	1 359	1 454	16,0%	7,0%	1 308	1 386	6,0%	2,0%
Industrie (BE)	4 442	4 237	8,9%	-4,6%	3 934	4 249	8,0%	-4,3%
Construction (FZ)	14 684	14 433	25,8%	-1,7%	11 816	14 743	24,8%	0,4%
Commerce ; réparation automobile (G)	13 071	13 726	16,1%	5,0%	12 073	13 790	14,2%	5,5%
Transports et entreposage (H)	1 901	2 953	34,2%	55,3%	2 287	2 989	30,7%	57,2%
Hébergement et restauration (I)	7 374	8 503	11,0%	15,3%	7 819	8 557	9,4%	16,0%
Information et communication (JZ)	1 480	1 955	16,5%	32,1%	1 720	1 991	15,8%	34,5%
Activités financières et d'assurance (KZ)	1 150	1 683	31,2%	46,3%	1 330	1 688	26,9%	46,8%
Activités immobilières (LZ)	1 984	2 586	39,3%	30,3%	1 959	2 570	31,2%	29,5%
Conseils et services aux entreprises (MN)	6 379	7 784	21,5%	22,0%	6 541	7 859	20,1%	23,2%
Enseignement, santé, action sociale et service aux ménages (P à S)	5 311	5 894	10,2%	11,0%	5 457	5 850	7,2%	10,1%
Ensemble (b)	59 342	65 298	18,8%	10,0%	56 313	65 764	16,8%	10,8%

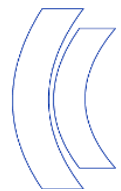


PART DES ENTREPRISES INDIQUANT DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

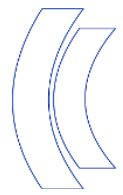
Les difficultés de recrutement continuent de se replier lentement en février : 26% des entreprises interrogées en font état,



	2023	2024	2025	2026	2027
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,4	7,8	7,8	7,4



ET MAINTENANT ?



LA BAISSÉ DES TAUX DIRECTEURS DEVRAIT SE POURSUIVRE...

- « Si le recul de l'inflation se confirme au cours des prochains trimestres comme nous le prévoyons, le bon sens est que nous allions sans ralentir le rythme vers ce taux neutre d'ici à l'été prochain », ce taux étant « en moyenne proche de 2 % en zone euro, selon les estimations de la BCE ».

François Villeroy de Galhau, Les Echos, 8 janvier 2025

- “Referring only to those measures included in the dark blue and dark yellow areas for which an update to the end of 2024 is available, the estimates of the nominal r^* from the most recent interval range between 1¾% and 2¼%.”

Bulletin économique de la BCE, 7 février 2025

LES TROIS TRANSFORMATIONS D'AVENIR : LE TRAVAIL, LE NUMÉRIQUE, ET LE CLIMAT



Transformation du travail

- ➡ Pour atteindre le plein emploi, relever la bataille des **compétences** (apprentissage, formation, etc.).
- ➡ Au-delà d'un enrichissement collectif par le travail, trouver la voie d'un **enrichissement du travail** (télétravail, autonomie, conciliation avec d'autres impératifs).
- ➡ L'enjeu de la **rareté de l'offre de travail** : le vieillissement démographique européen → l'importance demain des enjeux de productivité



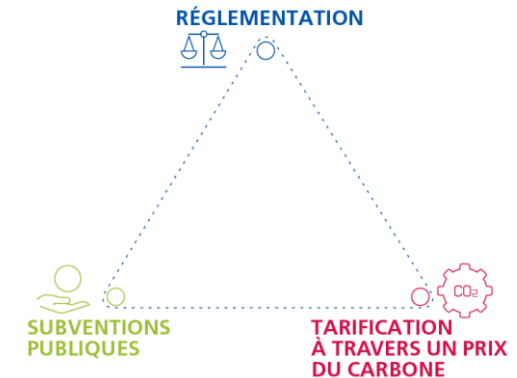
Transformation numérique

- ➡ Nombre des **brevets** portant sur les TIC deux fois plus élevé aux États-Unis qu'en Europe, niveaux de **numérisation** plus faibles des entreprises européenne.
- ➡ Combler le **retard technologique** vis-à-vis des États-Unis et, désormais, également, de la Chine.
- ➡ Nouvelles perspectives ouvertes par l'IA.



Transition climatique

- ➡ Objectif de **neutralité** carbone en 2050.
- ➡ Il nécessitera la mise en place de **mesures d'incitations** appropriées.



- ➡ Un **prix du carbone** plus élevé sera indispensable, quelle qu'en soit la forme (quotas, taxation). Ce prix devrait être mondial et socialement équitable.

POUR UNE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE, COMBINER TROIS LEVIERS



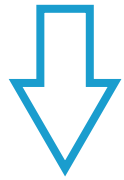
La taille



La puissance
financière



L'efficacité
publique



le marché unique



une Union pour l'épargne
et l'investissement,
en soutien de la transition



une stratégie budgétaire
de moyen-terme

UNE STRATÉGIE BUDGÉTAIRE DE MOYEN-TERME

► Assurer la **soutenabilité future de la dette**

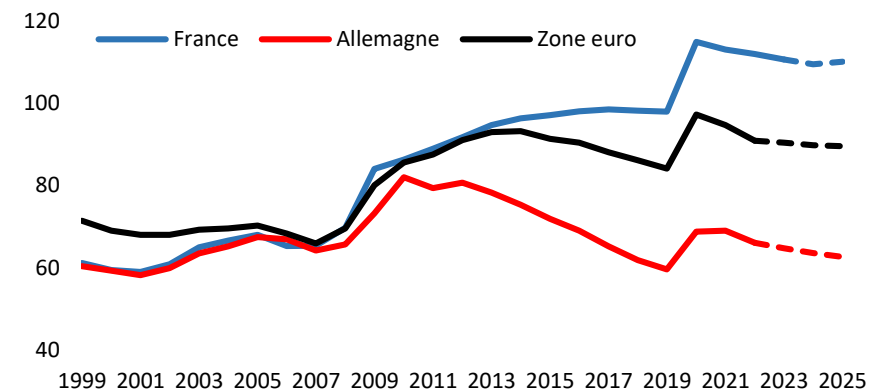
- En France, les déficits systématiques ont entraîné une hausse massive de notre dette publique.
- Un écart de plus de 20 points avec la zone euro, et d'environ 50 points avec l'Allemagne.

► Un enjeu de **priorisation des dépenses** afin de préserver le modèle social européen tout en dégagant des marges de manœuvres pour les dépenses supplémentaires nécessaires (climat, défense, vieillissement) et celles d'avenir porteuses de croissance potentielle (innovation et éducation).

► **En complément** des économies de dépenses, des mesures de recettes fiscales ciblées

Dette publique

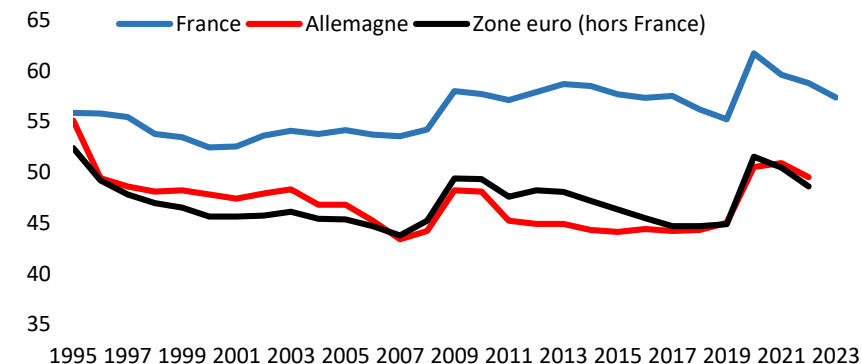
(en % du PIB)



Sources : Insee, Eurostat, Commission européenne..

Dépenses publiques

(en % du PIB)



Sources : Insee, Eurostat.